

« qu'ils reviennent vainqueurs, ou qu'ils finissent
« comme Warren. »

Les troubles qui agitaient Massachusset se répétaient dans les autres provinces. Les scènes n'y étaient pas à la vérité sanglantes, mais qu'il n'y avait point de troupes britanniques; mais partout les Américains s'emparaient des forts, des armes, des munitions; partout ils expulsaient leurs chefs et les autres agens du gouvernement; partout ils maltrahaient ceux des habitans qui paraissaient favorables à la cause de la métropole. Quelques hommes entreprenans portent l'audace jusqu'à s'emparer des ouvrages anciennement élevés par les Français sur le lac Champlain, entre la Nouvelle-Angleterre et le Canada, jusqu'à faire une irruption dans cette vaste région.

Tandis que de simples particuliers ou des districts isolés servent si utilement la cause commune, le congrès s'occupe du soin d'assembler une armée. Le commandement en est donné à George Wasington, né en Virginie, et connu par quelques actions heureuses dans les guerres précédentes. Aussitôt le nouveau général vole à Massachusset, pousse de poste en poste les troupes royales, et les force à se renfermer dans Boston. Six mille de ces vieux soldats échappés au glaive, à la maladie, toutes à les misères, et, pressés par la faim ou par l'ennemi, s'embarquent le 24 mars 1776 avec une précipitation qui tient de la fuite. Ils vont chercher un asile dans la Nouvelle-Écosse,

restée, ainsi que la Floride, fidèle à ses anciens maîtres.

Ce succès fut le premier pas de l'Amérique anglaise vers la révolution. On commença à la désirer hautement. On répandit de tous côtés les principes qui la justifiaient. Ces principes, nés en Europe, et particulièrement en Angleterre, avaient été transplantés en Amérique par la philosophie. On se servait contre la métropole de ses propres lumières, et l'on disait :

Il faut bien se donner de garde de confondre ensemble les sociétés et le gouvernement. Pour les connaître, cherchons leur origine.

L'homme, jeté comme au hasard sur ce globe, environné de tous les maux de la nature, obligé sans cesse de défendre et protéger sa vie contre les orages et les tempêtes de l'air, contre les inondations des eaux, contre les feux et les incendies des volcans, contre l'intempérie des zones ou brûlantes ou glacées, contre la stérilité de la terre qui lui refuse des alimens, ou sa malheureuse fécondité qui fait germer sous ses pas des poisons; enfin contre les dents des bêtes féroces qui lui disputent son séjour et sa proie, et le combattant lui-même, semblent vouloir se rendre les dominatrices de ce globe dont il croit être le maître : l'homme dans cet état, seul et abandonné à lui-même, ne pouvait rien pour sa conservation. Il a donc fallu qu'il se réunît et s'associât avec ses semblables pour mettre en commun leur force et

XXXIX.
Les colonies étaient en droit de se séparer de leur métropole, indépendamment de tout mécontentement.

leur intelligence. C'est par cette réunion qu'il a triomphé de tant de maux, qu'il a façonné ce globe à son usage, contenu les fleuves, asservi les mers, assuré sa subsistance, conquis une partie des animaux en les obligeant de le servir, et repoussé les autres loin de son empire au fond des déserts ou des bois, où leur nombre diminue de siècle en siècle. Ce qu'un homme seul n'aurait pu, les hommes l'ont exécuté de concert, et tous ensemble ils conservent leur ouvrage. Telle est l'origine, tels sont l'avantage et le but de la société.

Le gouvernement doit sa naissance à la nécessité de prévenir et de réprimer les injures que les associés avaient à craindre les uns de la part des autres. C'est la sentinelle qui veille pour empêcher que les travaux communs ne soient troublés.

Ainsi la société est née des besoins des hommes, le gouvernement est né de leurs vices. La société tend toujours au bien; le gouvernement doit toujours tendre à réprimer le mal. La société est la première, elle est, dans son origine, indépendante et libre; le gouvernement a été institué pour elle, et n'est que son instrument. C'est à l'une à commander, c'est à l'autre à la servir. La société a créé la force publique; le gouvernement, qui l'a reçue d'elle, doit la consacrer tout entière à son usage. Enfin, la société est essentiellement bonne; le gouvernement, comme on le sait, peut être et n'est que trop souvent mauvais.

On a dit que nous étions tous nés égaux : cela

n'est pas. Que nous avions tous les mêmes droits. J'ignore ce que c'est que des droits où il y a inégalité de talens ou de force, et nulle garantie, nulle sanction. Que la nature nous offrait à tous une même demeure et les mêmes ressources : cela n'est pas. Que nous étions doués indistinctement des mêmes moyens de défense : cela n'est pas; et je ne sais pas en quel sens il peut être vrai que nous jouissons des mêmes qualités d'esprit et de corps.

Il y a entre les hommes une inégalité originelle à laquelle rien ne peut remédier. Il faut qu'elle dure éternellement; et tout ce qu'on peut obtenir de la meilleure législation, ce n'est pas de la détruire, c'est d'en empêcher les abus.

Mais en partageant ses enfans en marâtre, en créant des enfans débiles et des enfans forts, la nature n'a-t-elle pas formé elle-même le germe de la tyrannie? Je ne crois pas qu'on puisse le nier, surtout si l'on remonte à un temps antérieur à toute législation, temps où l'on verra l'homme aussi passionné, aussi déraisonnable que la brute.

Que les fondateurs des nations, que les législateurs se sont-ils donc proposé? D'obvier à tous les désastres de ce germe développé par une sorte d'égalité artificielle, qui soumit sans exception les membres d'une société à une seule autorité impartiale. C'est un glaive qui se promène indistinctement sur toutes les têtes : mais ce glaive était idéal. Il fallait une main, un être physique qui le tint.

Qu'en est-il résulté? C'est que l'histoire de l'homme civilisé n'est que l'histoire de sa misère. Toutes les pages en sont teintes de sang, les unes du sang des oppresseurs, les autres du sang des opprimés.

Sous ce point de vue l'homme se montre plus méchant et plus malheureux que l'animal. Les différentes espèces d'animaux subsistent aux dépens les unes des autres; mais les sociétés des hommes n'ont pas cessé de s'attaquer. Dans une même société il n'y a aucune condition qui ne dévore et qui ne soit dévorée, quelles qu'aient été ou que soient les formes du gouvernement ou d'égalité artificielle qu'on ait opposées à l'inégalité primitive ou naturelle.

Mais ces formes de gouvernement, du choix et du choix libre des premiers aïeux, quelque sanction qu'elles puissent avoir reçue, ou du serment ou du concert unanime, ou de leur permanence, sont elles obligatoires pour leurs descendants? Il n'en est rien; et il est impossible que vous Anglais, qui avez subi successivement tant de révolutions différentes dans votre constitution politique, ballottés de la monarchie à la tyrannie, de la tyrannie à l'aristocratie, de l'aristocratie à la démocratie, de la démocratie à l'anarchie, il est impossible que vous puissiez, sans vous accuser de rébellion et de parjure, penser autrement que moi.

Nous examinons les choses en philosophe; et

l'on sait bien que ce ne sont pas nos spéculations qui amènent les troubles civils. Point de sujets plus patient que nous. Je vais donc suivre mon objet sans en redouter les suites. Si les peuples sont heureux sous la forme de leur gouvernement, ils le garderont; s'ils sont malheureux, ce ne seront ni vos opinions, ni les miennes, ce sera l'impossibilité de souffrir davantage et plus long-temps qui les déterminera à la changer, mouvement salutaire que l'oppresseur appellera révolte, bien qu'il ne soit que l'exercice légitime d'un droit inaliénable et naturel de l'homme qu'on opprime, et même de l'homme qu'on n'opprime pas.

On veut, on choisit pour soi: on ne saurait vouloir ni choisir pour un autre; et il serait insensé de vouloir, de choisir pour celui qui n'est pas encore né, pour celui qui est à des siècles de son existence. Point d'individu qui, mécontent de la forme du gouvernement de son pays, n'en puisse aller chercher ailleurs une meilleure. Point de société qui n'ait à changer la sienne, la même liberté qu'eurent ses ancêtres à l'adopter. Sur ce point, les sociétés en sont comme au premier moment de leur civilisation: sans quoi il y aurait un grand mal; que dis-je, le plus grand des maux serait sans remède. Des millions d'hommes auraient été condamnés à un malheur sans fin. Concluez donc avec moi:

Qu'il n'est nulle forme de gouvernement dont la prérogative soit d'être immuable.

Nulle autorité politique qui , créée hier ou il y a mille ans , ne puisse être abrogée dans dix ans ou demain.

Nulle puissance, si respectable, si sacrée qu'elle soit , autorisée à regarder l'état comme sa propriété.

Quiconque pense autrement est un esclave. C'est un idolâtre de l'œuvre de ses mains.

Quiconque pense autrement est un insensé, qui se dévoue à une misère éternelle , qui y dévoue sa famille , ses enfans , les enfans de ses enfans , en accordant à ses ancêtres le droit de stipuler pour lui lorsqu'il n'était pas , et en s'arrogeant le droit de stipuler pour ses neveux qui ne sont pas encore.

Toute autorité dans ce monde a commencé ou par le consentement des sujets , ou par la force du maître. Dans l'un et l'autre cas , elle peut finir légitimement. Rien ne prescrit pour la tyrannie contre la liberté.

La vérité de ces principes est d'autant plus essentielle , que par sa nature toute puissance tend au despotisme , chez la nation même la plus ombrageuse , chez vous Anglais , oui , chez vous.

J'ai entendu dire à un wigh , fanatique peut-être ; mais il échappe quelquefois aux insensés des paroles d'un grand sens : je lui ai entendu dire que , tant qu'on ne mènerait pas à Tiburn un mauvais souverain , ou du moins un mauvais ministre , avec aussi peu de formalités , d'appareil , de tu-

multe et de surprise qu'on y conduit le plus obscur des malfaiteurs , la nation n'aurait de ses droits ni la juste idée , ni la pleine jouissance qui convenait à un peuple qui osait se croire ou s'appeler libre ; et cependant une administration , de votre aveu même , ignorante , corrompue , audacieuse , vous précipite impérieusement et impunément dans les abîmes les plus profonds.

La quantité de vos espèces circulantes est peu considérable. Vous êtes accablés de papiers. Vous en avez sous toutes sortes de dénominations. Tout l'or de l'Europe , ramassé dans votre trésor , suffirait à peine à l'acquit de votre dette nationale. On ne sait par quel incroyable prestige cette monnaie fictive se soutient. L'événement le plus frivole peut du soir au matin la jeter dans le décri. Il ne faut qu'une alarme pour amener une banqueroute subite. Les suites affreuses qu'aurait ce manque de foison au-dessus de notre imagination. Et voilà l'instant qu'on vous désigne pour vous faire déclarer à vos colonies , c'est-à-dire pour vous susciter à vous-même une guerre injuste , insensée , ruineuse. Que deviendrez-vous lorsqu'une branche importante de votre commerce sera détruite ; lorsque vous aurez perdu un tiers de vos possessions ; lorsque vous aurez massacré un ou deux millions de vos compatriotes ; lorsque vos forces seront épuisées , vos marchands ruinés , vos manufacturiers réduits à mourir de faim ; lorsque votre dette sera augmentée et votre revenu dimi-

nué? Prenez-y garde, le sang des Américains retombera tôt ou tard sur vos têtes. Son effusion sera vengée par vos propres mains, et vous touchez au moment,

Mais, dites-vous, ce sont des rebelles.... Des rebelles! et pourquoi? parce qu'ils ne veulent pas être vos esclaves. Un peuple soumis à la volonté d'un autre peuple qui peut disposer à son gré de son gouvernement, de ses lois, de son commerce, l'imposer comme il lui plaît, limiter son industrie et l'enchaîner par des prohibitions arbitraires est serf, oui, il est serf; et sa servitude est pire que celle qu'il subirait sous un tyran. On se délivre de l'oppression d'un tyran ou par l'expulsion ou par la mort. Vous avez fait l'un et l'autre; mais une nation, on ne la tue point, on ne la chasse point; on ne peut attendre la liberté que d'une rupture, dont la suite est la ruine de l'une ou l'autre nation, et quelquefois de toutes les deux. Le tyran est un monstre à une seule tête, qu'on peut abattre d'un seul coup. La nation despote est une hydre à mille têtes qui ne peuvent être coupées que par mille glaives levés à la fois. Le crime de l'oppression exercée par un tyran rassemble toute l'indignation sur lui seul. Le même crime commis par une nombreuse société en disperse l'horreur et la honte sur une multitude qui ne rougit jamais. C'est le forfait de tous, ce n'est le forfait de personne; et le sentiment du désespoir égaré ne sait où se porter.

Mais ce sont nos sujets.... Vos sujets! pas plus que les habitans de la province de Galles ne sont les sujets du comté de Lancastre. L'autorité d'une nation sur une autre ne peut être fondée que sur la conquête, le consentement général, ou des conditions proposées et acceptées. La conquête ne lie pas plus que le vol; le consentement des aïeux ne peut obliger les descendans, et il n'y a point de condition qui ne soit exclusive du sacrifice de la liberté. La liberté ne s'échange pour rien, parce que rien n'est d'un prix qui lui soit comparable. C'est le discours que vous avez tenu à vos tyrans, et nous vous le tenons pour vos colons.

La terre qu'ils occupent est la nôtre.... La vôtre! C'est ainsi que vous l'appellez, parce que vous l'avez envahie; mais soit. La charte de concession ne vous oblige-t-elle pas à traiter les Américains en compatriotes? Le faites-vous? Mais il s'agit bien ici de concessions de chartes, qui accordent ce dont on n'est pas le maître, ce qu'en conséquence on n'a pas le droit d'accorder à une poignée d'hommes faibles et forcés par les circonstances de recevoir en gratification ce qui leur appartient de droit naturel. Et puis les neveux qui vivent aujourd'hui ont-ils été appelés à un pacte signé par leurs ancêtres? Ou confessez la vérité de ce principe, ou rappelez les descendans de Jacques. Quel droit avez-vous eu de le chasser que nous n'ayons de nous séparer de vous? vous disent les Américains; et qu'avez-vous à leur répondre?

Ce sont des ingrats ; nous sommes leurs fondateurs ; nous avons été leurs défenseurs ; nous nous sommes endettés pour eux.... Dites pour vous autant et plus que pour eux. Si vous avez pris leur défense, c'est comme vous auriez pris celle du sultan de Constantinople, si votre ambition ou votre intérêt l'eussent exigé. Mais ne se sont-ils pas acquittés en vous livrant leurs productions, en recevant exclusivement vos marchandises au prix exorbitant qu'il vous a plu d'y mettre ; en s'assujettissant aux prohibitions qui gênaient leur industrie, aux restrictions dont vous avez grevé leurs propriétés ? Ne vous ont-ils pas secourus ? Ne se sont-ils pas endettés pour vous ? N'ont-ils pas pris les armes et combattu pour vous ? Lorsque vous leur avez adressé vos demandes comme il convient d'en user avec des hommes libres, n'y ont-ils pas accédé ? Quand en avez-vous éprouvé des refus, si ce n'est lorsque, leur appuyant la baïonnette sur la poitrine, vous leur avez dit : *Vos trésors ou la vie ; mourez ou soyez mes esclaves.* Quoi ! parce que vous avez été bienfaisans, vous avez le droit d'être oppresseurs ? Quoi ! les nations aussi se feront-elles de la reconnaissance un titre barbare pour avilir et fouler aux pieds ceux qui ont eu le malheur de recevoir leurs bienfaits ? Ah ! les particuliers peut-être, quoique ce ne soit point un devoir, peuvent dans des bienfaiteurs supporter des tyrans. Pour eux, il est beau, il est magnanime sans doute de consentir à être malheureux

pour n'être point ingrats. Mais la morale des nations est différente. Le bonheur public est la première loi comme le premier devoir. La première obligation de ces grands corps est avec eux-mêmes. Ils doivent avant tout liberté et justice aux individus qui les composent. Chaque enfant qui naît dans l'état, chaque nouveau citoyen qui vient respirer l'air de la patrie qu'il s'est faite, ou que lui a donnée la nature, a droit au plus grand bonheur dont il puisse jouir. Toute obligation qui ne peut se concilier avec celle-là est rompue. Toute réclamation contraire est un attentat à ses droits. Et que lui importe qu'on ait obligé ses ancêtres, s'il est destiné lui-même à être victime ? De quel droit peut-on exiger qu'il paie cette dette usuraire de bienfaits qu'il n'a pas même éprouvés ? Non, non ! Vouloir s'armer d'un pareil titre contre une nation entière et sa postérité, c'est renverser toutes les idées d'ordre et de politique ; c'est trahir toutes les lois de la morale en invoquant son nom. Que n'avez-vous pas fait pour Hanovre ! Commandez-vous à Hanovre ? Toutes les républiques de la Grèce furent liées par des services réciproques ; aucune exigea-t-elle en reconnaissance le droit de disposer de l'administration de la république obligée ?

Notre honneur est engagé.... Dites celui de vos mauvais administrateurs, et non le vôtre. En quoi consiste le véritable honneur de celui qui s'est trompé ? Est-ce à persister dans son erreur ou à